

ASSEMBLEE PLENIERE DES 29 ET 30 JUIN 2017

Rapport n° 10 – Contrat de partenariat d'intérêt national pour le renouveau du Bassin minier

Danièle SEUX

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Le 7 mars dernier, le Premier ministre Cazeneuve et une partie du gouvernement sont venus présenter à OIGNIES « un engagement pour le renouveau du Bassin Minier ».

Cette présentation fait suite au rapport Subileau commandé par le gouvernement.

Plusieurs objectifs ont été annoncés, je ne les citerai pas tous, l'un des plus importants étant la réhabilitation de l'habitat minier pour répondre notamment aux questions énergétiques et aux plans de restructuration urbaine.

Sans entrer dans les détails, nous pouvons regretter quand même que ce rapport du gouvernement Hollande soit arrivé bien tard. Il aurait été souhaitable que celui-ci se fasse 2, voire 3 ans auparavant. Evidemment les signes qui nous sont donnés aujourd'hui laissent à penser que le nouveau gouvernement poursuivra cet engagement envers le Bassin minier et qu'un nouveau Préfet sera délégué prochainement.

Il n'est pas question pour nous de refuser l'argent venant de l'Etat pour notre Département et nous voterons donc les propositions contenues dans ce rapport. Mais nous resterons pour notre part vigilants sur les annonces faites et exigeants sur les moyens annoncés qui sont en-deçà de ce qu'il faudrait pour nos populations.

Il faut que le nouveau gouvernement revoie à la hausse la copie et, comme le faisait remarquer à Oignies le Sénateur WATRIN, il y a de nombreuses carences sur des questions aussi cruciales que celle de la santé (quid d'un hôpital universitaire capable de créer une dynamique de territoire sur les bassins de santé classés derniers par les autorités).

Rappelons que le nouvel hôpital de Lens cité dans le rapport comptera 300 lits en moins.

Les questions de l'emploi, les politiques de formation ne sont pas abordées non plus de manière satisfaisante. Le rapport n'envisage que d'hypothétiques emplois par l'intermédiaire des entreprises locales du BTP via la réhabilitation urbaine de quartiers miniers prioritaires (23 000 logements sur 10 ans – ce qui est peu en réalité).

Ce plan national doit être à la hauteur des enjeux auxquels nous devons faire face. Nous sommes prêts, Monsieur le Président, à réclamer plus auprès de l'Etat car même si nous ne faisons pas la fine bouche sur la somme annoncée, plus que jamais nous pensons que ce n'est pas suffisant.

Je vous remercie.